

Avec Yas gagne une villa, une voiture Kia carens, un iPhone 16 ...
 909#
 TOGOCOM devient Yas Togo
 20% de bonus sans limite pour toute souscription de forfait d'au moins 300F
 Yas.tg 99494

Élections sénatoriales au Togo :
L'absence de Gouverneur dans la Région Centrale inquiète P.4

La Dépêche
 Joyeux Noël Bonne & Heureuse Année 2025

Hebdomadaire d'Information Générale paraissant au Togo
 Nouvelle adresse : 18, rue des Mirabelles, Tokoin Doumasséssé, tel: 90 19 66 68 / Courriel: ladepechetg@gmail.com
 Directeur de publication: MEWENEMESSE K.Apollinaire

31^e année / N° 1214 du 23 Décembre 2024 | Prix: 250 FCFA

EDITO
Et si Faure abrégait les douleurs des Togolais en 2025 ! P.6

Dans une semaine, nous allons dire adieu à l'année 2024 qui restera la plus traumatisante dans l'histoire de notre pays. Oui, l'année 2024 a été pénible et douloureuse dans notre histoire trouble et sans répit.

Décentralisation
Les gouverneurs des Régions de la Kara et des Savanes installés P.3

Ruée des Leucodermes vers les nouveaux maîtres de la Syrie
Qui peut encore douter que l'Occident est le parrain du terrorisme ? P.7

Conférence-débats
Le LaReLLiCCA a réfléchi sur la promotion de la culture de la paix locale P.6

Promotions, festivités et produits locaux :
La 39ème Grande Quinzaine Commerciale est ouverte ! P.5

Hôtel École Lébénè restauré :
Le bijou dévoilé au grand public P.2

Burkina Faso :
Le procès qui redéfinit la transparence au Pays des Hommes Intègres P.7

Hôtel École Lébéné restauré : Le bijou dévoilé au grand public

Après deux années d'intense rénovation, l'Hôtel École Lébéné a rouvert ses portes le mercredi 18 décembre 2024, enrichissant l'offre hôtelière du Togo. Togolais et visiteurs étrangers peuvent désormais découvrir ou redécouvrir cet établissement emblématique, qui vient renforcer une gamme de services de qualité proposée par le secteur hôtelier du pays.



Cette réouverture marque une étape majeure dans la transformation de cet espace chargé d'histoire, devenu un véritable symbole de modernité et d'innovation.

La récente inauguration de l'Hôtel École Lébéné a rassemblé un parterre de personnalités : représentants des institutions publiques et privées, ambassadeurs, acteurs du secteur touristique, médias et autres invités d'honneur. La cérémonie a débuté par une allocution de Mme Nathalie Manzinawo Bitho, administrateur provisoire de l'hôtel.

Visiblement émue, elle a confié être la personne la plus heureuse à ce moment-là.

« Beaucoup de labeur, de réflexion et parfois des doutes ont jalonné ce projet. Mais aujourd'hui, nous sommes fiers du résultat obtenu. », a-t-elle laissé entendre, invitant toutes les parties prenantes de cet hôtel à en prendre soin. D'ailleurs le nom Ewé «Lébéné» veut dire «prendre soin» en français.

À la suite de Mme Bitho, des invités de marque, notamment le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-TOGO), Dr José Kwassi Symenouh, et le secrétaire général du Comité de Coordination des Filières Café-Cacao (CCFCC), Anselme Gouthon, ont tour à tour salué le travail remarquable accompli, félicité

Mme Bitho pour son courage et sa détermination, tout en lui souhaitant un succès durable dans la gestion et la pérennisation de ce joyau national.

Après la coupure du ruban symbolique, les invités ont été conviés à une visite guidée des lieux rénovés, révélant un mélange harmonieux entre modernité et respect de l'histoire. La soirée s'est poursuivie avec un cocktail festif et un concert vibrant de King Mensah, artiste emblématique du Togo.

Un nouveau visage pour un lieu historique

Fondé il y a plusieurs décennies, l'Hôtel École Lébéné n'est pas seulement un lieu d'hébergement, mais également un patrimoine national. Mme Bitho a rappelé que cet hôtel fut le théâtre d'événements historiques liés à l'indépendance du Togo.

« C'est un hôtel chargé d'histoire que tous les Togolais doivent préserver avec fierté », a-t-elle déclaré. « Le chef de l'État a insisté pour que cet établissement retrouve ses lettres de noblesse, et nous avons travaillé en ce sens. »

Un impact économique et social significatif

Au-delà de son rôle patrimonial, l'Hôtel École Lébéné est un acteur clé dans le développement économique

et touristique du pays. Mme Bitho a souligné que l'hôtellerie contribue à hauteur de 8 % au PIB du Togo et que la réouverture de cet établissement aura un impact positif sur l'emploi et le tourisme.

À l'endroit du personnel et des potentiels clients, Mme Bitho a expliqué que l'expérience client est capitale en ce sens que « Un client satisfait devient un ambassadeur du pays. », convaincue que cet hôtel participera à améliorer l'attractivité de la destination Togo.

Des infrastructures modernisées

La rénovation a permis de doter l'hôtel d'installations modernes et polyvalentes, tout en conservant son charme d'antan. Parmi les nouveautés :

- Des chambres et suites rénovées, alliant confort et esthétique ;
- Un restaurant revisité, mettant en valeur la cuisine locale et des éléments culturels, tels que le célèbre masque emblématique ;
- Une piscine et des jardins propices à la détente ;
- Des salles de conférence équipées pour accueillir des événements professionnels et familiaux ;
- Un bar chaleureux pour des moments de convivialité.

Une vision...

Cette réouverture marque un nouveau départ pour l'Hôtel École Lébéné, qui entend renforcer sa position en tant qu'acteur incontournable de l'hôtellerie et de la formation touristique au Togo. Mme Bitho a insisté sur l'importance de l'amélioration continue : « Grâce aux retours des clients, nous continuerons à affiner nos services pour offrir une expérience exceptionnelle. »

Un bijou à redécouvrir

L'Hôtel École Lébéné, désormais restauré, est prêt à accueillir touristes, professionnels et familles dans un cadre à la fois luxueux et accessible. Avec sa riche histoire, ses infrastructures modernes et son rôle dans la formation des talents du secteur, cet établissement s'impose comme un symbole de résilience et d'innovation pour le Togo.

Yvette Sossou

Journalistes et activistes en dialogue : Le CACIT promet un cadre légal et éthique pour les médias

Dans le cadre du projet « Promouvoir la liberté d'expression et des médias, et protéger les défenseurs des droits de l'homme au Togo », le Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT) a organisé vendredi 20 décembre 2024 à son siège, un deuxième « café juridique ».



Destinée aux journalistes, activistes et blogueurs, la rencontre, qui succède à une première édition tenue en novembre dernier, a pour objectif de consolider la compréhension du cadre légal ainsi que des principes éthiques et déontologiques qui régissent la profession journalistique au Togo.

Dans son mot de bienvenue, le Directeur Exécutif du CACIT a souligné les défis auxquels les journalistes togolais sont confrontés : « Bien que l'arsenal juridique togolais garantisse la liberté d'expression et de la presse, il reste essentiel que les journalistes maîtrisent les limites légales qui encadrent l'exercice de leur profession en toute sérénité. » Cette initiative ambitionne d'équiper les professionnels des médias de connaissances juridiques et pratiques afin qu'ils puissent exercer leur métier en respectant les codes d'éthique et en protégeant leurs sources, leurs données, et leur propre intégrité.

L'activité s'inscrit dans un projet plus large mené en consortium avec l'Institut Panos, l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), et FAMEDEV, avec l'appui de l'Union Européenne. Son but : promouvoir la liberté d'expression et protéger les défenseurs des droits humains.

Le premier panel « L'exercice de la profession de journaliste dans la Constitution de la Vè République au Togo » animé par Me Ferdinand Amazouhoun, avocat à la Cour et membre du collectif des avocats du CACIT.

Le second « Quelle protection physique et numérique pour les journalistes, blogueurs et activistes au Togo ? » a été présenté par M. Bruno Haden, expert en criminalistique numérique.

M. Haden a mis en exergue les quatre dimensions essentielles de la sécurité

journalistique :

Sécurité physique : les journalistes doivent être formés aux premiers secours pour se protéger et protéger autrui en cas d'urgence.

Sécurité numérique : à l'ère de la digitalisation, protéger ses données, ses sources d'information, et son identité numérique est primordial pour éviter les cyberattaques.

Sécurité juridique : connaître les lois qui encadrent le métier est un levier essentiel pour garantir un exercice libre et sans risque.

Sécurité psychologique : les journalistes doivent être sensibilisés à la gestion des pressions émotionnelles liées à leur métier.

Au terme de cette activité, plusieurs objectifs ont été visés : permettre une meilleure compréhension du cadre légal en vigueur au Togo ; identifier les bonnes pratiques pour un journalisme éthique et professionnel ; proposer des recommandations pour garantir un environnement médiatique libre et pluraliste.

La participation active des journalistes, activistes et blogueurs, ainsi que la présence d'un représentant de l'OTM, témoigne de l'urgence et de la pertinence de ces rencontres. L'Union Européenne, par son appui financier, confirme également l'importance de protéger les médias et les défenseurs des droits humains au Togo.

Ensemble, le CACIT et ses partenaires entendent construire un environnement où la liberté d'expression est préservée, et où les professionnels des médias peuvent exercer leur métier sans crainte, tout en respectant les principes d'éthique et de déontologie.

Yvette SOSSOU

CLINIQUE AIRMED

NOS PRESTATIONS :

- ✓ Médecine générale
- ✓ Echographie du cœur
- ✓ Echographie abdominale
- ✓ Chirurgie
- ✓ Accouchement gynécologique



Avec clinique Airmed la santé est à 100%

Contact : 92 51 53 05 / 96 13 11 00

AVIS DE VENTE

Un hectare de terrain rural est mis en vente dans la préfecture de Zio à Tsévié plus précisément à Zogbedji (village de Havé)

Prix : Un million huit cent mille francs (1 800 000 FCFA) / Contact : 99 82 92 19 - 91 35 96 78 - 92 56 56 33

Les gouverneurs des Régions de la Kara et des Savanes installés

Le gouverneur de la région de la Kara, le Général de Brigade Adjitowou Komlan officiellement installé dans ses fonctions à Kara

Le Général de Brigade Adjitowou Komlan, nommé par décret du président de la République pris en conseil des ministres le 23 août 2024, gouverneur de la région de la Kara au Togo, a été officiellement installé dans ses fonctions le mercredi 18 décembre 2024 au siège du gouvernement de la région à Kara, au cours d'une cérémonie républicaine présidée au nom du chef de l'Etat par le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, le Colonel Awaté Hodabalo.

Kara, ville située à 444 Km au nord de Lomé, chef-lieu de la préfecture de la Kozah et de la région de la Kara, a abrité précisément au siège du gouvernorat de la région, la cérémonie républicaine consacrant l'installation dans les fonctions de gouverneur de la région de la Kara, le Général de Brigade Adjitowou Komlan. Celle-ci présidée au nom du président de la République par le ministre Awaté Hodabalo de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, s'est déroulée en présence d'un parterre de personnalités civiles, militaires, traditionnelles et religieuses de la région ainsi que d'une forte délégation de parents, fils et filles de la préfecture de Zio.

"Mon Général, votre impressionnant parcours illustre l'efficacité qui caractérise vos actions. J'en voudrais seulement pour preuve, les hauts postes de confiance que vous avez occupés dans les Forces armées togolaises (FAT) et aux côtés du Chef de l'Etat. Du poste de Chef d'état-major adjoint des FAT au poste d'Inspecteur général des Forces armées togolaises, en passant par les postes de Conseiller à la défense du chef de l'Etat, de Chef du cabinet militaire et de Chef d'état-major particulier du Président de la République, vos bons et loyaux services, votre maîtrise de l'administration aussi bien militaire que civile, votre aptitude à diriger et à coordonner, ne sont plus à démontrer et constituent ainsi des acquis que vous mettez en œuvre, je suis convaincu, à la tête de la Région de la Kara.

Je ne doute donc point de votre patriotisme, de votre détermination, de votre expérience assez dense en matière administrative, de votre adhésion à la vision et à la politique de développement de notre pays, qui ont certainement été déterminants pour le choix que le Chef de l'Etat a porté sur vous", a déclaré le ministre de tutelle des gouverneurs, monsieur Awaté Hodabalo, qui n'a pas manqué de rappeler l'essence de la fonction de gouverneur au regard de la loi et des textes réglementaires en la matière au Togo.

Le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière a également adressé ses chaleureuses félicitations au gouverneur de la région de la Kara, suite à sa nomination le 23 août dernier par le président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, à la tête de la région de la Kara. Aussi, le ministre Awaté, a-t-il transmis au gouverneur de la région de la Kara et à la population de la région, les chaleureuses et fraternelles salutations du chef de l'Etat, doublées de ses encouragements. Aux différents acteurs, de poursuivre avec abnégation et sans relâche, les initiatives et actions visant à traduire la vision pour « Un Togo en paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive



Le ministre Awate Hodabalo (à gauche), félicitant le gouverneur Adjitowou Komlan de la Kara (à droite) avec en main le kit de travail reçu

et durable » fondée sur la politique du président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, et mise en œuvre au moyen de la Réforme 5 intitulée « Décentralisation et déconcentration de l'Etat » de la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

Le clou de la manifestation a été le ton rituel républicain d'autorité donné par le ministre de la tutelle des gouverneurs en ces termes suivants : "Monsieur le Général de Brigade ADJITOWOU Komlan, veuillez-vous lever ! Par décret N°2024-042/PR du 23 août 2024 portant nomination de gouverneurs, le Président de la République vous a nommé Gouverneur de la Région de la Kara. Au nom de Monsieur le Président de la République et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés, en tant que Ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, je vous déclare installé dans vos fonctions de Gouverneur de la région de la Kara. Population de la région de la Kara, autorités politiques, déconcentrées, décentralisées, coutumières et religieuses, vous reconnaitrez désormais le Général de Brigade ADJITOWOU Komlan, comme votre GOUVERNEUR. Vous lui devez obéissance et respect pour toute instruction qu'il donnera conformément à la loi, pour le bien de tous, la paix, la sécurité, la cohésion sociale et le développement de la région de la Kara. Que DIEU vous bénisse dans votre mission ! Que Dieu bénisse la Région de la Kara ! Que DIEU bénisse le Togo ! Je vous remercie".

Il s'agit là d'un temps fort et lourd de vives émotions, suivi de la remise du kit de travail composé d'un document de recueil de textes juridiques sur la décentralisation, du drapeau national, des cachets de bureau et bien d'autres matériels à monsieur le gouverneur de la région de la Kara au nom du président de la République par le ministre chargé de l'administration territoriale, puis d'un poigné de mains, dans une ambiance nourrie d'applaudissements et devant les coups de projecteurs et caméras de la presse, avant le renvoi solennel du gouverneur de la région à sa mission au nom de l'autorité de l'Etat.

A sa première prise de parole publique, le gouverneur de la région de la Kara, le Général de Brigade Adjitowou Komlan, a rendu grâce à Dieu le Tout-Puissant de qui, selon ses propres termes, "proviennent toute grâce et tous bienfaits". Le gouverneur de la région de la Kara a exprimé ses sincères remerciements et sa déférente gratitude au président de la République pour ses efforts inlassables visant non seulement à mettre notre pays à l'abri des atteintes à la paix et à la sécurité, mais aussi à assurer à chacun les conditions d'une vie épanouie.

Sur une note personnelle, dira le Général gouverneur de la région de la Kara, "J'adresse au président de la République, mes déférents sentiments

de gratitude pour l'honneur qu'il me fait en portant son choix sur moi pour diriger la région de la Kara. Je vis ce choix comme un privilège qui m'oblige et m'engage, dès aujourd'hui, à m'élever avec dévouement et qualité à la hauteur de cette confiance renouvelée".

A son ministre de tutelle, le Général Adjitowou Komlan a exprimé ses sincères remerciements pour sa disponibilité permanente, son soutien et son accompagnement, et dont la présence réhausse l'éclat de l'évènement. Il a enfin déclaré qu'il restera attentif à la préservation de l'ordre et la tranquillité, veillera au respect des lois et à la régularité des actes, accompagnera avec vigueur et rigueur les projets de développement régionaux, et privilégiera l'action de proximité, indispensable pour saisir et comprendre les réalités et enjeux de terrain afin de réussir la mission que le chef de l'Etat lui a confiée.

Auparavant, le préfet de la Kozah, le Colonel Bakali Hémou Badibawou, s'est félicité du choix de la ville de Kara pour abriter cette cérémonie qui, selon lui, "traduit la politique de paix, de sécurité et de développement de notre pays prônée par le président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé". Il a rassuré le gouverneur de la région pour la disponibilité à ses côtés de tous les acteurs à divers degrés dans la région en faveur de la réussite de sa mission et la concrétisation de la vision du chef de l'Etat pour le bonheur de tous.

Le gouverneur Atcha-Dedji Affoh de la région des Savanes officiellement installé dans ses fonctions à Dapaong

Nommé par décret du président de la République pris en conseil des ministres le 23 août 2024, le gouverneur de la région des Savanes au Togo a été officiellement installé dans ses fonctions le mardi 17 décembre 2024 au siège du gouvernorat de la région à Dapaong, au terme d'une cérémonie républicaine présidée au nom du chef de l'Etat par le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, le Colonel Awaté Hodabalo.

La cérémonie s'est déroulée dans les jardins du gouvernorat de la région des Savanes à Dapaong en présence d'une foule de personnalités parmi laquelle le ministre de l'économie maritime et de la protection côtière, le président de l'Assemblée nationale de la 5ème législature, les membres des institutions de la République, les anciens ministres, les gouverneurs de régions, les préfets et maires, les conseillers régionaux et locaux de la région, les directeurs de cabinets, généraux, centraux et régionaux de l'administration publique, les représentants des forces de défense et de sécurité, de la chefferie traditionnelle et des confessions religieuses de la région des Savanes.

Dans une atmosphère silencieuse mar-



Le gouverneur des Savanes, Atcha-Dedji Affoh (à droite), recevant des mains du ministre Awate (à gauche) le Kit de travail

quée de grande écoute et d'attention soutenue, traversée par un vent de l'harmattan, le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, le Colonel Awaté Hodabalo, donna le ton républicain au cérémonial.

"Monsieur ATCHA-DEDJI Affoh ; Veuillez-vous lever ! Par décret N° 2024-042/PR du 23 août 2024 portant nomination de gouverneurs, le Président de la République vous a nommé Gouverneur de la région des Savanes. Au nom de Monsieur le Président de la République et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés, en tant que Ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, je vous déclare installé dans vos fonctions de Gouverneur de la région des Savanes. Population de la région des Savanes, autorités politiques, déconcentrées, décentralisées, coutumières et religieuses, vous reconnaitrez désormais Monsieur ATCHA-DEDJI Affoh comme votre GOUVERNEUR. Vous lui devez obéissance et respect pour toute instruction qu'il donnera conformément à la loi, pour le bien de tous, la paix, la sécurité, la cohésion sociale et le développement de la région des Savanes. Que DIEU vous bénisse dans votre mission ! Que Dieu bénisse la région des Savanes ! Que DIEU bénisse le Togo ! Je vous remercie.", sont en substance la déclaration marquant le clou de l'évènement présidé au nom du président de la République par le ministre Awaté Hodabalo, avant de renvoyer dans ses fonctions, monsieur Atcha-Dedji Affoh en qualité de gouverneur de la région des Savanes.

Ce moment de vives émotions, a été suivi de la remise d'un kit de travail composé d'un document de recueil de textes juridiques sur la décentralisation, du drapeau national, des cachets de bureau et bien d'autres matériels à monsieur le gouverneur de la région des Savanes au nom du président de la République par le ministre chargé de l'administration territoriale, puis bouclé en beauté par un poigné de mains, dans une ambiance des ovations de l'immense foule et devant les coups de projecteurs de la presse.

Le ministre de tutelle des gouverneurs au Togo n'a pas manqué d'adresser ses chaleureuses félicitations au gouverneur de la région des Savanes, suite à sa nomination le 23 août dernier par le président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, à la tête de la région des Savanes. Aussi, le ministre Awaté, a-t-il transmis au gouverneur des Savanes et à la population de la région, les chaleureuses et fraternelles salutations du chef de l'Etat, doublées de ses encouragements par lesquelles les différents acteurs sont conviés à poursuivre avec abnégation et sans relâche, les efforts pour l'atteinte des résultats attendus de

la Réforme 5 intitulée « Décentralisation et déconcentration de l'Etat » de la feuille de route gouvernementale 2020-2025. Il s'agit de la réforme, selon le ministre Awaté Hodabalo, construite autour de la vision aspirant pour « Un Togo en paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable », avant de souhaiter plein succès à monsieur Atcha-Dedji Affoh dans ses nouvelles fonctions.

A son tour pour une première prise de parole, le gouverneur de la région des Savanes, monsieur Atcha-Dedji Affoh, a rendu grâce, selon ses propres termes, "à Allah, Créateur et Lumière des Cieux et de la Terre, pour ses innombrables bienfaits". Aussi, le gouverneur de la région des Savanes, a-t-il exprimé ses sincères remerciements et sa déférente gratitude suivant ses propos, "à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, président de la République pour sa confiance renouvelée à ma modeste personne et saluer très chaleureusement son leadership et sa vision éclairée qui ont permis à notre cher pays le Togo d'amorcer, ... un processus de décentralisation ambitieux, dont le but est de rapprocher l'Etat des citoyens dans un mécanisme qui rend la gouvernance de nos territoires plus efficace et inclusive".

Après avoir vivement exprimé ses profondes reconnaissances à son ministre de tutelle pour sa disponibilité et son accompagnement permanent dans la mise en place de cette nouvelle organisation administrative de notre territoire national, monsieur Atcha-Dedji Affoh a lancé un appel à toute la population de la région à resserrer les cordes autour de lui pour relever les nombreux défis de développement et enjeux sécuritaires de la région, une cause pour laquelle s'engage-t-il à travailler d'arrache-pied.

Auparavant, le préfet de Tône, monsieur Tchimbiana Yendoukoa Douti, s'est réjoui de la considération faite à la population de la ville de Dapaong et ses environs pour abriter la manifestation. Il a salué la politique de décentralisation et de déconcentration du pays initiée par le président de la République pour le bonheur des populations. Pour lui, "Ce rituel républicain qui consiste en l'installation du gouverneur, marque une étape ultime de la décentralisation dans notre pays, une étape cruciale dans l'enracinement et le renforcement de la démocratie locale", a-t-il souligné. Il a rassuré le gouverneur de la région pour la disponibilité de l'ensemble des préfets et maires de la région, ainsi que celle des services publics, des élus locaux et régionaux, et par ricochet de toute la population de la région, à l'accompagner dans sa mission pour la concrétisation de la vision du chef de l'Etat pour le bien-être de tous.

Source :territoire.gouv.tg

Libre opinion

Élections sénatoriales au Togo :

L'absence de Gouverneur dans la Région Centrale inquiète

Alors que le Togo s'apprête à organiser ses premières élections sénatoriales le 2 février 2025, une anomalie institutionnelle d'envergure persiste : la Région Centrale demeure sans gouverneur, malgré les récentes prises de fonctions officielles de ces représentants dans les autres régions du Togo. Dans un contexte où les conseillers municipaux et régionaux, grands électeurs à ce scrutin, ont un rôle stratégique à jouer, cette lacune soulève des interrogations sur la gestion de cette région historiquement sensible.

Un vide administratif préoccupant

Le gouverneur, en tant que représentant de l'État central, joue un rôle clé dans la coordination des politiques publiques, la gestion des crises locales, et l'organisation des processus électoraux. Sa mission consiste également à garantir l'équité dans la répartition des ressources et à renforcer les liens entre l'État et les collectivités locales. L'absence d'un gouverneur dans la région centrale crée un déséquilibre manifeste.

On s'interroge sur les raisons de ce retard: s'agit-il d'un manque de confiance envers certains collaborateurs ou d'une incompétence généralisée parmi les cadres pressentis ? Ou encore, la région Centrale ne remplirait-elle pas, selon certains, les critères nécessaires pour être pleinement reconnue comme une région ?

Cette situation interroge également sur le rôle du secrétaire général, récemment nommé dans la région.

Sans l'autorité et la légitimité institutionnelle conférées à un gouverneur, ce dernier se retrouve limité dans ses prérogatives, ce qui risque de freiner des initiatives cruciales pour le développement, notamment dans des secteurs stratégiques comme l'agriculture, les infrastructures ou encore les services publics.

Une région au passé douloureux

Cette situation prend une dimension encore plus complexe lorsqu'on examine l'histoire récente de la Région Centrale. En 2017, lors des manifestations contre le pouvoir en place, la région a payé un lourd tribut pour son soutien massif au mouvement initié par Tikpi Atchadam. La répression qui s'en est suivie avec l'état de siège de la région a laissé des cicatrices profondes parmi les populations locales, marquées par un sentiment de marginalisation et d'injustice.

Aujourd'hui, l'absence d'un gouverneur dans cette région alors que les autres régions célèbrent avec faste la prise de fonction de leurs gouverneurs, pourrait être interprétée comme une

continuité de cette mise à l'écart. Ce vide institutionnel nourrit un sentiment latent de désintérêt de la part de l'État, ce qui pourrait être perçu, à tort ou à raison, comme une sanction implicite ou une négligence intentionnelle.

Des implications pour les sénatoriales

Avec les premières élections sénatoriales à l'horizon, l'absence d'un gouverneur dans la Région Centrale prend une tournure encore plus critique. Les conseillers municipaux et régionaux, principaux grands électeurs de ces élections, ont besoin d'un cadre organisationnel stable pour mener à bien leur rôle.

Dans les autres régions, les gouverneurs joueront un rôle central pour coordonner les actions entre les municipalités, assurer une bonne tenue des opérations électorales, et renforcer l'autorité de l'État dans le processus. En revanche, la Région Centrale se trouve dans une situation de désavantage manifeste, ce qui pourrait affaiblir la crédibilité des résultats électoraux dans cette zone.

Un risque de récupération politique

Dans un pays où la perception joue un rôle crucial, l'absence prolongée d'un gouverneur dans une région comme le Centre est un terrain fertile pour la récupération politique. Des opposants au régime pourraient exploiter cette situation pour accuser le pouvoir de discriminer une région historiquement frondeuse. Une telle lecture, même si elle ne reflète pas les intentions réelles du gouvernement, pourrait aggraver les fractures politiques et sociales dans un contexte déjà fragile. Mais c'est le silence total du côté de l'opposition togolaise.

Cette absence prolongée d'un gouverneur dans la région Centrale met également en lumière ce silence troublant de la part des cadres régionaux, des leaders communautaires, et surtout des figures de l'opposition. Ces dernières qui s'étaient levées avec vigueur pour dénoncer le découpage électoral, brandissant les principes d'équité et d'égalité entre citoyens, restent aujourd'hui étonnamment silencieuses face à



cette injustice administrative. Le silence des leaders locaux est aussi une curiosité, laissant croire à une terreur dans la région. Chacun se préfère et personne ne veut porter la croix, alors même que le Cadre permanent de concertation des acteurs politiques est dirigé par un natif de la région, Me Tchassonna Traoré, président du MCD. En tant que figure influente, son silence face à cette anomalie institutionnelle fragilise le message de défense des droits et des valeurs démocratiques qu'il incarne. Une prise de position forte est attendue pour montrer que les injustices ne peuvent être tolérées, quelle que soit leur

nature.

Le chef de l'État face à une responsabilité stratégique

L'absence d'un gouverneur dans la Région Centrale dépasse la simple négligence administrative : elle soulève des enjeux profonds liés à la cohésion nationale, à la justice sociale et à l'unité territoriale. Cette anomalie risque de ternir l'image d'un pouvoir qui se veut préoccupé par les aspirations de toutes les régions, sans distinction.

Aussi, le silence du pouvoir sur les raisons profondes de ce retard, sans effort visible

pour éclairer l'opinion publique, peut être perçu comme un manque de considération à l'égard des populations concernées, qui, pourtant, ont le droit légitime d'être informées sur des questions aussi cruciales touchant à leur gouvernance.

La nomination d'un gouverneur compétent et impartial dans les plus brefs délais serait un geste fort, non seulement pour combler ce vide institutionnel, mais aussi pour envoyer un message clair : aucune région du Togo n'est laissée pour compte. Ce serait également une opportunité pour l'État de réaffirmer son engagement à respecter les principes d'équité et d'inclusivité, essentiels pour consolider la stabilité et la paix sociale.

Ce n'est pas seulement l'avenir de la Région Centrale, mais aussi la crédibilité de la décentralisation comme pilier du renouveau démocratique au Togo. Laisser perdurer ce vide reviendrait à fragiliser un processus qui se veut une réponse aux aspirations des Togolais pour une gouvernance plus proche, plus juste et plus efficace.

Ricardo A.



Soyez **vigilants**, Ne vous faites pas avoir !

L'OTR ne vous demandera jamais de transfert T-money ou flooz sur un numéro privé.

Vérifiez **TOUJOURS** les informations sur nos pages officielles ou appelez gratuitement notre centre de contact au 8201 en cas de doute.



8280

Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert


Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.fg

Promotions, festivités et produits locaux :

La 39ème Grande Quinzaine Commerciale est ouverte !

La 39e édition de la Grande Quinzaine Commerciale s'anime du 18 décembre 2024 au 5 janvier 2025 à Lomé sur son site d'Agbadaxonou et sous le thème de la promotion des échanges économiques et des partenariats locaux.

Madame Rose Kayi Mivedor-Sambiani, ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale a procédé jeudi 19 décembre 2024, à l'ouverture officielle de cet événement phare du calendrier économique togolais, marquant une fois de plus l'engagement du gouvernement et de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) pour la valorisation des produits et services locaux.

Une alliance d'affaires et de festivités

La cérémonie d'ouverture a débuté avec une ambiance conviviale et festive, reflétant l'importance de cet événement pour l'économie nationale.

En prenant la parole, la ministre du commerce a souligné l'objectif principal de la Grande Quinzaine Commerciale : offrir une plateforme d'échanges et de promotion des produits et services des entrepreneurs locaux. Cet espace constitue également une opportunité pour

les entrepreneurs et artisans de se rapprocher du grand public tout en renforçant leur visibilité en cette période des fêtes de fin d'année.

Citant Franklin D. Roosevelt, elle a rappelé que « les foires et marchés sont les poumons d'une économie locale ». La ministre a salué la vision des fondateurs de cette initiative qui, depuis près de 40 ans, a su évoluer pour devenir un rendez-vous incontournable des fêtes de fin d'année.

La ministre a également mis en lumière les efforts du gouvernement, sous l'impulsion du président Faure Essozimna Gnassingbé, pour promouvoir les produits locaux et renforcer la sécurité alimentaire. « Cet événement emblématique, qui se déroule dans une ambiance de convivialité, marque une nouvelle étape dans la dynamique de promotion des biens et services et des partenariats. Il s'agit d'une véritable opportunité de prolonger l'élan créé par la Foire



Internationale de Lomé pendant les périodes des fêtes de fin d'année, avec un accent particulier sur les soldes ainsi que le commerce des biens et services locaux. », a-t-elle souligné.

Le président de la CCI-Togo, Dr José Kwasi Symenouh, a pour sa part rappelé que cet événement offre une opportunité capitale aux opérateurs économiques, commerçants et producteurs locaux pour écouler leurs produits et renforcer leur visibilité. Dr Symenouh n'a pas manqué de saluer la reprise de la collaboration avec l'Association Internationale des Étudiants en Sciences Économiques et Commerciales (AIESEC), partenaire historique de la Quinzaine.

« En venant ici, vous faites mieux que des affaires. Vous posez

des jalons d'un avenir prospère pour notre économie », a-t-il déclaré, avant d'exprimer sa gratitude envers les sponsors et partenaires qui rendent cette manifestation possible. Parmi eux figurent entre autres des entreprises locales et internationales telles que T-OIL, Brasserie BB Lomé, et Bio-Farm.

Des stands riches en découvertes

Après le lancement officiel, les autorités présentes, accompagnées des organisateurs, ont effectué une visite des stands pour découvrir la richesse et la diversité des produits exposés. Des vêtements traditionnels, des bijoux artisanaux, des produits agroalimentaires locaux, et même des innovations technologiques sont disponibles à des prix

attractifs.

Cette édition met particulièrement l'accent sur les produits locaux, dans une démarche de valorisation des talents et savoir-faire togolais. Les visiteurs pourront également profiter d'offres promotionnelles sur une large gamme de produits, juste à temps pour les fêtes de fin d'année.

Une ambiance festive pour tous

Au-delà des affaires, la Grande Quinzaine Commerciale se veut aussi un espace de détente et de festivités. Des animations culturelles, des concerts et des activités pour enfants sont au programme pour faire de cet événement un rendez-vous incontournable pour toute la famille.

Un appel à soutenir l'économie locale

La ministre a invité la population à visiter massivement la foire, non seulement pour soutenir l'économie locale, mais aussi pour découvrir des produits de qualité qui témoignent du dynamisme et de la créativité des artisans et entrepreneurs togolais.

Yvette SOSSOU

Lutte contre la cybercriminalité

L'ANCy renforce les capacités des journalistes

L'Agence Nationale de lutte contre la Cybercriminalité (ANCy) et la Cyber Défense Africa (CDA) ont organisé le vendredi 20 décembre 2024 une formation à l'intention des journalistes pour les outiller sur l'introduction à la cybersécurité et au cadre opérationnel de l'ANCy au Togo ainsi que sur les techniques d'attaques utilisées par les cybercriminels. Ils étaient nombreux à bénéficier de cette formation.

La cybercriminalité prend de plus en plus de l'ampleur et fait de nombreuses victimes surtout en cette période préparative de fêtes de fin d'année. Ces derniers temps, des informations circulant sur les réseaux sociaux font état de ce que le chef de l'Etat Faure Gnassingbé gratifierait les populations de 45 000 F CFA. Egalement des images de jolis bébés qui auraient perdu leurs parents et pour qui on cherche une famille d'adoption circulent sur la toile. Cela sent une véritable arnaque. Dans le but d'alerter les populations pour qu'elles ne tombent pas dans cette nasse des arnaqueurs, l'Agence Nationale de lutte contre la Cybercriminalité a rassemblé les journalistes pour renforcer leurs capacités en matière des techniques d'attaques utilisées par des cybercriminels et sur la protection des données.

Dans son mot de bienvenue, le Col. Gbota GWALIBA, Directeur Général de l'ANCy a souligné l'urgence de cette formation qui rentre dans la ligne directrice du plan d'action de l'Agence. Selon le Directeur Général, cette session de sensibilisation

et de formation au mécanisme de lutte contre la cybercriminalité à laquelle les journalistes sont associés devient un enjeu crucial parce que l'ANCy qui est l'autorité nationale en matière de protection des systèmes d'information et de lutte contre la cybercriminalité ne peut rien faire sans les médias. « Nous voulons renforcer notre collaboration en ce sens. Tout ce que nous faisons doit être su par des utilisateurs des outils numériques que vous êtes ou que nous sommes notamment l'ensemble des populations, des entreprises, l'administration, les PME, les PMI, les hôteliers etc. Tout le monde aujourd'hui est consommateur des ces outils et tout le monde est ciblé par les cybercriminels qui ont trouvé un filon assez juteux pour leurs activités criminelles », a-t-il indiqué. Il a précisé que l'ANCy a à cœur de former les journalistes pour qu'ils comprennent très bien le langage qu'on parle dans la cybercriminalité en vue de pouvoir bien écrire des articles afin que les lecteurs puissent être suffisamment sensibilisés à ces enjeux. Aussi, s'agit-il, à cette ren-



contre d'outiller les journalistes sur la protection de leurs matériels de travail. « Les médias sont suffisamment digitalisés et donc sont obligés d'utiliser les outils de protection de leurs données », a-t-il soutenu.

Les travaux

Deux modules ont meublé les travaux. Le 1er module est intitulé, « l'introduction à la cybercriminalité et au cadre opérationnel au Togo ». M. Geraldo Malik Arnold, Directeur de la formation et du renforcement des capacités à l'ANCy qui a animé ce module a sensibilisé les participants sur comment protéger contre la cybercriminalité les noms des domaines, les contenus publicitaires, les « Content Management System (CMS) », les plugins de sécurité et l'administration sécurisée des sites web. Il a également instruit les journalistes sur lois et décrets régissant la cybercriminalité au Togo.

Quant au 2e module intitulé « Les techniques d'attaques utilisées par les cybercriminels »

comment sécuriser son wifi, entre autres. Toutes ces rubriques ont été soutenues par des cas pratiques.

Il convient de noter que ces modules ont été suivis de débats très enrichissants.

Clôture

Le Directeur Général de l'ANCy a remercié les participants à la fin des travaux et promis une proximité de son agence avec les webmasters des sites des organes de presse en ligne pour mener à bien sa mission de faire de notre pays, une référence en matière de cybersécurité.

M.K

Encore plus proche de VOUS !!!

UNE NOUVELLE DIVISION DU CADASTRE À TSEVIE-DAVIE NON LOIN DU PÉAGE

pour les dossiers des préfectures de Zio, de l'Avé, de Yoto, de Vo et du Bas-Mono

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
CANAL OTR
FEDERER POUR BATIR

Editorial

Et si Faure abrégeait les douleurs des Togolais en 2025 !

Dans une semaine, nous allons dire adieu à l'année 2024 qui restera la plus traumatisante dans l'histoire de notre pays. Oui, l'année 2024 a été pénible et douloureuse dans notre histoire trouble et sans répit.

Tant au plan économique, social, politique et environnemental. Au plan économique les clignotants sont au rouge avec la corruption érigée en système de gouvernance. Au plan social, la misère et la tristesse se lisent sur les visages des Togolais. Au plan environnemental, alors qu'on se pavane dans le monde pour prendre part à des conférences sur le climat, rien n'est fait pour entretenir notre environnement. Les tecks, le leg colonial et d'autres espèces sont ravagés systématiquement aggravant le dérèglement climatique dans le pays. Mais le coup le plus dur asséné aux Togolais restera sans conteste, ce chamboulement constitutionnel imposé depuis le 6 mai 2024. Désormais, les Togolais n'iront plus aux urnes pour élire leur président. Par une contorsion le président devient le président du Conseil avec des pouvoirs étendus mais sans être élu. Il lui suffira d'appartenir au parti majoritaire au parlement. Qu'on ne s'y trompe pas. C'est un royaume qui ne dit pas son nom. En vérité, tous les Togolais dans leur majorité du Sud au Nord et d'Est en Ouest, continuent de boudier ce renversement constitutionnel. Faure le sait bien mais fait comme si de rien n'était. Ce qui compte pour lui, c'est sauver sa tête dans un contexte qui lui est défavorable. On peut être roi absolu tout en écoutant les cris de ses sujets. Faure ne l'entend pas de cette oreille. Il passe son temps dans les grands palaces du monde qui nous coûtent cher. Comme chez lui le ridicule ne tue pas, il passe son temps à libérer au Mali et au Burkina les mercenaires que Alassane Ouattara envoie pour déstabiliser ces deux pays dont le tort est de prendre leur destin en main à l'égard de la France.

Pour 2025 nous n'avons qu'un seul vœu. Faire en sorte que les douleurs des Togolais soient abrégées tant soit peu. Faure peut le faire et il en a les moyens.

Bonne et heureuse année 2025, Monsieur le Président.

MEWE

Conférence-débats

Le LaReLiCCA a réfléchi sur la promotion de la culture de la paix locale

Ayant pour souci majeur la paix au Togo et dans la sous-région ouest africaine, le Laboratoire de Recherche en Langues, Littérature, Culture et Civilisation Anglophones (LaReLiCCA) a plusieurs fois organisé des conférences et des colloques portant régulièrement sur la notion de la paix. Mais, estimant que l'étape de la simple définition de la paix sans actions pragmatiques est passée avec des colloques et conférences qu'il a déjà organisés, le LaReLiCCA décide de s'inscrire dans le concret. Pour ce faire, il a tenu, le 21 décembre 2024 à l'Université de Lomé, une conférence-débats qui a pour objectif d'asseoir dans les communautés de base les fondements comportementaux, le développement des compétences professionnelles chez les chômeurs et la citoyenneté responsable qui soutiennent la paix durable.

Spécifiquement, elle consiste à présenter un tableau des défis locaux à la réalisation de la paix durable avec des approches de solution par les acteurs des communautés à la base ; à promouvoir les comportements favorables à la reconversion professionnelle des chômeurs ; à partager l'expérience des cheminements professionnels des anciens chômeurs ; à nommer la paix locale par rapport aux défis dont elle est la solution ; et à identifier les causes au plan local de l'extrémisme violent aux fins de remédiation.

Cérémonie d'ouverture

Dans son discours de bienvenue, le Prof PEWISSI Ataféï, Président du LaReLiCCA, a souligné que dans le contexte de cette conférence-débats, il est question de jeter un regard sur les possibilités d'actions locales plurielles pour cultiver la paix en lien avec les besoins ambiants. Selon lui, il s'agit, pour les acteurs locaux, de voir avec la population les défis à la réalisation de la paix de leur point de vue et dans l'environnement social. Selon toujours lui, les défis à la réalisation de ce sésame précieux qui entraveront l'harmonie sociale entre les groupes sociaux, les familles et les individus dans un environnement où les conditions de développement en amont et en aval d'une vie heureuse renvoient à la paix et aux projets y afférents. La paix n'est pas ici une réalité à constater, à voir de loin, mais celle qu'il faut cultiver sur l'autel des difficultés qui entravent le vivre-ensemble, la cohésion sociale, l'interdépendance marquée par des efforts individuels et collectifs dynamiques. « Cette conférence débats intègre l'orientation du volontariat dans la promotion des compétences, un développement des compétences utilisables sur le terrain et compétitives sur le marché de travail au plan national et international. Cette pratique qui complète les formations théoriques chez les chômeurs de courtes ou de longues durées fait corps avec les orientations de recherche du LaReLiCCA pour une paix durable dans l'environnement socio-culturel et des relations interpersonnelles, intra-et inter-institutionnelles au plan national et international », a-t-il indiqué. Il a précisé que la paix durable se verra en actions continues, en chaînes modélisées, pour



que les relais de ces fondements locaux puissent coaliser pour donner les bases solides de paix durable en Afrique et dans le monde. Ainsi, ira la promotion de la culture de la paix locale en marche vers un transfert pragmatique des recettes de vie meilleure dans un monde qui s'enfoncé chaque jour un peu plus dans le chaos par l'assistance coupable d'une éducation axée sur un gain et un intérêt égoïstes.

Prof. AKONDO D. Nouhr-Dine, 2e Vice Doyen de la Faculté des Lettres, Langues et Arts (FLLA) de l'Université de Lomé, dans son discours d'ouverture, a noté que la culture de la paix, dans son envergure académique, se traduit par l'adéquation entre les résultats des recherches avec les réponses que nos sociétés attendent de nous pour un environnement social maîtrisé, i.e. matériellement et émotionnellement équilibré. « C'est pourquoi l'Université de Lomé ne se lasse pas d'inviter ses différents acteurs à l'excellence qui est capable de nous nourrir toutes et tous de son énergie et de répondre à nos besoins individuels et collectifs, grandes marques de la paix durable dont le LaReLiCCA porte en guise de réponse à la mission à lui donnée par l'Université de Lomé », a-t-il déclaré. Il a invité les participants à suivre avec attention les communications et mener des débats fructueux pouvant permettre d'asseoir une paix locale durable au Togo.

Les Travaux

Trois panels assortis de six communications ont meublés les travaux de cette conférence-débats. Dans sa communication intitulée « Promotion de la culture de la paix au plan local », Prof WALLA Paméssou a indiqué que la paix sociale interpelle chaque citoyenne et chaque citoyen dans son rôle de chercheur, administratif, politique, civil et militaire.

Prof LARE Damlègue dans sa communication sur « Famille stable comme socle et levier de la paix locale » a souligné que dans une famille où les parents oeuvrent pour la paix, les enfants grandissent en ayant en eux les germes de la paix. Selon lui, c'est au sein de nos familles que la notion de paix doit être d'abord entretenue afin qu'elle puisse se répandre dans la communauté.

Dans sa communication portant sur « Gouvernance locale et promotion de la culture de la paix locale : quelques repères », M. BAFANA Komi a soutenu que la paix ne peut régner dans nos localités si le gouvernement n'œuvre pour l'employabilité des jeunes, l'amélioration du panier de la ménagère,

la promotion de la notion de la paix dans les curricula éducationnels, entre autres. Selon lui, la gouvernance locale et la promotion de la culture de la paix locale ne peuvent pas être une réalité si les gouvernants ne créent pas des conditions d'épanouissement des populations.

Exposant sur le thème « Chansons Halo : une technique traditionnelle de résolution des tensions sociales en pays Ewè », Prof KODJOVI Kangnivi, a révélé que dans les communautés Ewè ainsi que dans toutes les communautés du Togo, certaines chansons sont des moyens de résolution de conflits et d'apaisement de tensions. Elles sont souvent chantées pour appeler celui qui a offensé à œuvrer à la réconciliation avec l'offensé.

M. TERNO Akponi exposant sur « L'éthique et la tradition au service d'une paix intégrale » a déclaré que dans

l'appréciation de la paix durable, il convient de comprendre que les effets sur lesquels nous nous focalisons sont innocents ; ce sont les causes qu'il faut diagnostiquer afin d'appeler à leur changement. Et pour réaliser ce pari, les disciplines sont nées et les spécialités déterminées pour cadrer chaque difficulté ou problème à résoudre. Les disciplines et les spécialités sont les moteurs de la paix sociale, les facteurs du changement grâce à la complicité positive des chercheurs. La paix devient pour chaque discipline la chaîne des efforts de recherche qui conduit à des solutions, à des effets-remèdes de qualité : action-solution, action-remède, projet remède. Elle est plus qu'un effet, bon ou mauvais.

Le sous-thème « Compétences professionnelles et employabilité au service de la paix et du développement durable » a été abordé par les professeurs ANDOU Wei npanga, SIRO Essobiyou, MAÏTRES DE Conférence à l'UI et Prof PEWISSI Ataféï. Dans leur exposé, il ressort qu'un individu ne peut pas se sentir impliquer dans le processus de paix si ses compétences professionnelles ne sont pas valorisées. Pour qu'il y ait une paix locale durable et effective, soutiennent-ils, il va falloir mettre au centre des préoccupations le capital humain.

Les débats qui ont suivi ces communications ont été très enrichis par des propositions en vue d'une paix locale durable au Togo.

M.K.

Annonces et remerciements

Ewefiaga Togbui AGOKOLI IV Chef Supérieur de la ville de Notsé, Président de l'Union des Chefs Traditionnels du TOGO
Honorable Professeur Komi Selom KLASSOU, Député à l'Assemblée Nationale
Togbui KATI II Chef du quartier Adjigo Alinou Notsé
Togbui Charles ANIADDO VI Chef canton de Sodo Préfecture d'Amou
M. GBADDOE Kangni-Zoun, Régent du canton d'Aklakou
M. AWOGA KPOGNO Kokouvi Chef de la famille AWOGA à Didodome, Notsé
M. GBADDOE Assion Vitus, Chef de la famille GBADDOE ses frères, sœurs, neveux, nièces, cousins, cousines et leurs enfants
M. GAWU Tokpo Chef de la famille GAWU à Adimè, Notsé
M. ALOKPA-KLUKPO Sam Président de la fraternité Didodome ses frères sœurs cousins cousines et leurs enfants
Dr Kodjovi Raphaël ALOKPA Directeur de la Pharmacie GBEZE à Lomé
Les familles parentes alliées et amies profondément touchées des nombreuses marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées de diverses manières lors du décès de leur très chère et regrettée

**Mme ALOKPA
Massan
Anastasia
survenu le 18
octobre 2024
dans sa 91^{ème}
années**



Le Programme

Vendredi 27 Décembre 2024 :
19h00 à 20h30 : Veillée messe à la Paroisse Saints Pierre et Paul de Notsé
Samedi 28 Décembre 2024 :
06h00 à 7h30 : Levée du corps
08h00 : Messe d'enterrement en la même église, suivie de l'inhumation au cimetière catholique de Notsé.
Dimanche 29 Décembre 2024 :
8h00 : Messe d'action de grâces en la même église

Ruée des Leucodermes vers les nouveaux maîtres de la Syrie

Qui peut encore douter que l'Occident est le parrain du terrorisme ?

Arrivé à la tête de la Syrie le 17 juillet 2000 après 29 ans de règne de son père Hafez el-Assad, Bachar el-Assad a été renversé par des rebelles le 8 décembre 2024 à la suite d'une décennie de combat. Ces rebelles, anciennement membres d'al-Qaïda, ont constitué un autre mouvement terroriste dénommé Hayat Tahrir al-Sham (HTS) pour venir à bout du régime syrien. Curieusement, les Occidentaux qui avaient mis à prix la tête d'Abou Mohammed al-Jolani, chef de HTS qui tient les rênes du pouvoir actuellement, se rétractent pour dire que la donne a changé. Dans leurs médias de propagande, ils soutiennent que ce sont des terroristes convertis à la démocratie et qu'ils sont dorénavant fréquentables. Joignant l'acte à la parole, les Leucodermes ont entrepris des visites d'Etat chez le nouvel

homme fort de la Syrie. Une volte-face qui confirme ce que beaucoup pensent. L'Occident est le principal financeur du terrorisme dans le monde.

Sans gêne

Après avoir financé dans l'ombre ces terroristes qui ont chassé Bachar el-Assad, les Occidentaux sont désormais prêts à opérer à visage découvert. A la suite des Etats-Unis, la présidente de la Commission Européenne Ursula von der Leyen disait le 17 décembre dernier : « Nous devons maintenant intensifier notre engagement direct avec HTS et d'autres factions ». Dans la même journée, des émissaires français se sont rendus chez celui qui est appelé nouveau président Syrien. « La France se prépare à être aux côtés des Syriens durant la période de transition », a indiqué



Jean-François Guillaume de la délégation française. Les Français seront suivis par des Allemands, des Britanniques, des experts de l'ONU, etc. On comprend alors que chacun veut se tailler une place dans le chaos syrien. Le régime Assad n'est plus là

pour empêcher le pillage du pays. Aujourd'hui, les occidentaux ont les mains libres. Jolani et son HTS leur ouvrent grandement les portes pour service rendu.

Plus de doute

L'Occident aime pêcher en

eau trouble. Pour ce faire, il déstabilise des Etats. Très souvent, c'est sous couvert du terrorisme ou du coup d'Etat militaire. En ce 21e siècle, avant la Syrie, plusieurs autres pays du Moyen-Orient comme l'Irak, l'Afghanistan et le Liban souffrent le martyre. Ici en Afrique, que de la désolation ! La Libye est une poudrière, de même que les pays du Sahel. Si par le passé l'Occident soutenait indirectement le terrorisme, le cas syrien vient de marquer une rupture. La présidente de la Commission de l'UE a été claire en disant que l'engagement occidental aux côtés du HTS, un mouvement terroriste, doit être dorénavant direct. Cette déclaration rend ainsi officiel le soutien des Occidentaux au terrorisme dans le monde.

La Rédaction

Burkina Faso :

Le procès qui redéfinit la transparence au Pays des Hommes Intègres

Le procès du détournement de deniers publics au Ministère de l'Action Humanitaire, ouvert le 15 novembre 2024 à Ouagadougou, marque un tournant décisif dans la lutte contre la corruption au Burkina Faso. Sous l'égide du capitaine Ibrahim Traoré, cette affaire vise à établir une jurisprudence exemplaire pour restaurer la confiance des citoyens et promouvoir la transparence. Ce procès envoie également un message fort aux acteurs étatiques et internationaux sur l'engagement du pays envers la bonne gouvernance.

Une mue nécessaire sur le plan judiciaire

L'affaire, qui expose des détournements massifs de fonds destinés à des actions humanitaires, se déroule dans un contexte où le pays fait face à de réelles crises humanitaires. L'attention portée à cette affaire vise non seulement à punir les coupables, mais aussi à instaurer un précédent judiciaire qui pourrait dissuader d'autres actes de malversation dans le futur. Le capitaine Ibrahim TRAORE a clairement exprimé sa volonté de laisser une jurisprudence en matière de bonne gouvernance, et ce procès pourrait bien être le moyen de confirmer cette ambition. La mise en lumière des détournements de fonds dans un contexte de crises humanitaires souligne l'urgence d'agir pour préserver l'intégrité des ressources

publiques. En punissant les coupables, cette affaire pourrait également initier une réflexion nationale sur les valeurs éthiques dans la gestion des affaires publiques. Comme l'a dit Sankara : « Il est inacceptable que les responsables politiques vivent dans l'opulence alors que le peuple souffre. »

Les enjeux sociopolitiques et économiques

Le procès soulève d'importants enjeux sociopolitiques. Dans un pays où la corruption a souvent miné la confiance du peuple envers les institutions, ce procès est une véritable opportunité de rétablir cette confiance. Norbert ZONGO le disait en ces termes « L'indignation est le sentiment le plus pur que nous pouvons éprouver face à l'injustice. » La population, désireuse de voir un changement tangi-



ble dans la gestion des affaires publiques, suit de près les développements de cette affaire. Une condamnation des responsables pourrait engendrer une vague de soutien pour le gouvernement militaire, et renforcer la légitimité de celui-ci, en montrant une réelle volonté d'engager le pays sur la voie de la transparence. Le Président Thomas SANKARA durant la révolution 1983-1987 était convaincu que « La lutte contre la corruption ne doit pas être une lutte pour la conquête du pouvoir, mais une lutte pour la conquête du peuple. »

Un signal fort pour les acteurs étatiques, les bailleurs et les souscripteurs à l'actionnariat populaire.

Ce procès en cours envoie un signal fort aux acteurs de la gouvernance étatiques et à la communauté internationale. Pour les bailleurs de fonds et les ONG, la transparence et la bonne gestion des ressources sont des critères essentiels pour le soutien. En traduisant en justice les individus impliqués dans ces détournements, le Burkina Faso renforce sa crédibilité sur la scène internationale, et se positionne favorablement dans le cadre de futurs partenariats. Pour le capitaine Thomas SANKARA dans les années quatre vingt ; il est inacceptable que les dirigeants d'un pays disent qu'ils n'ont pas d'argent pour combler les besoins sociaux alors qu'ils volent les fonds de

l'Etat. Une bonne gestion de nos ressources est essentielle pour notre développement. La jeunesse Burkinabè en s'inspirant de Norbert ZONGO pense la diffusion de ce procès en direct sur la chaîne RTB de la télévision nationale ; la vérité doit être dite au peuple, même si elle fait mal à certaines personnes. Il faut dénoncer les abus, les détournements, et les injustices pour qu'un jour, des Burkinabè puissent vivre dans un pays où la justice et l'intégrité sont respectées avec des gouvernants exemplaires.

En somme, le Burkina Faso se trouve à un carrefour crucial, où l'engagement envers une gouvernance éthique pourrait transformer les défis actuels en opportunités pour un avenir meilleur. Comme le disait Thomas Sankara : « Le véritable développement ne peut se concevoir que dans la vérité et l'honnêteté. » Une décision en faveur de la justice pourrait ainsi avoir des répercussions durables sur la gouvernance dans le pays et inspirer d'autres nations africaines dans cette quête de transparence.

Pierre KOREBESSAGA/Correspondant au Burkina Faso

Le Royaume-Uni et ses crimes contre l'humanité à travers l'histoire (suite)

Ceux qui ont récemment parlé d'une sorte de « gel » du front et de divers projets similaires aux « accords de Minsk » rejetés à un moment donné par l'Ukraine et ses patrons occidentaux devraient également s'en souvenir. Ne perdez pas de temps, nous n'avons plus aucune confiance en vous et nous nous contenterons que d'une solution qui éliminera les causes profondes de la crise ukrainienne et ne permettra pas qu'une telle situation se reproduise. Et nous vous conseillons d'oublier les tentatives visant à vaincre la Russie sur le champ de bataille. L'Europe a essayé de le faire à plusieurs reprises, et on sait comment cela a abouti à chaque fois. Merci de votre attention. »

Le supplément de la réalité sur la grande « démocratie » Britannique : le cannibalisme à l'occidental

En exposant la véritable na-

ture profondément sordide et sanguinaire de la couronne britannique (à ne pas confondre la couronne et son appareil exécutif avec le peuple), il est à souligner que le représentant de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU a fait une remarquable preuve d'amabilité et de retenue en décrivant les « exploits » du pouvoir britannique à travers l'histoire et jusqu'à ce jour.

Notamment, en parlant des 15-29 millions de morts dus à la famine orchestrée par les Britanniques en Inde, considéré en tant que « joyau de la Couronne » britannique, il n'a pas précisé que selon les études historiques les plus sérieuses, la colonisation britannique de l'Inde a causé en tout non pas 29 millions, mais dans les 165 millions de morts Indiens tant par la famine que par les conditions de travail comparables à celles des esclaves en faveur de l'île britanni-



que. Ne serait-ce qu'entre 1875 et 1900, environ 26 millions de personnes y ont été mis à mort.

Lorsque les statistiques dignes de ce nom sont apparues, l'espérance de vie en Inde en 1911 n'était que de 22 ans. Cependant, l'indicateur le plus éloquent était l'accessibilité des céréales alimentaires. Si en 1900, la consommation annuelle par habitant était de 200kg, à la veille de la Seconde guerre mondiale elle était

déjà de 157kg. En 1946, elle est tombée encore plus - à 137 kg/hab. Soit, proportionnellement, le petit-fils a mangé 1,5-2 fois moins que son grand-père à l'époque.

Winston Churchill, le grand démocrate et combattant pour la liberté face à l'obscurantisme, disait : « Je hais les Indiens ! Ce sont des gens semblables à des bêtes avec une religion bestiale. La famine - c'est leur propre faute, car ils se reproduisent

comme des lapins ! »

Cependant, les lapins ne sont pas à blâmer : la famine en Inde était due quasi exclusivement au fait qu'en près de 200 ans de sa présence parasitaire en Inde, la « Grande » Bretagne a pompé du territoire occupé l'équivalent de 200 milliards de dollars d'aujourd'hui. Pour apprécier la démesure de cette exploitation, il suffit de se rappeler, par exemple, le PIB des Etats-Unis d'Amérique qui en 2023 était de 27,36 milliards de dollars.

Le représentant de la Russie à l'ONU, n'a pas mentionné non plus l'un des plus importants génocides dans l'histoire de l'humanité, directement organisé par la couronne britannique. Celui des Chinois au 19ème siècle.

La suite dans la prochaine parution

TMoney

devient

mixx

By 

www.yas.tg  in  Service client : 888



RÉCÉPISSÉ: N°001 / 19 / 07 / 98 / HAAC

ADRESSE: 17 RUE DES NOIX,
TOKOIN DOUMASSESE, CONTACTS: 90 19 66 68
99 47 73 75

**DIRECTEUR
FONDATEUR**

Apollinaire
MEWENEMESSE

COMITÉ DE RÉDACTION

MÉWÉ.KAO VICTOIRE; ; ARRIS ALEXANDRE,
Jaques. ASSÉYÉ, M.K.

DISTRIBUTION A. Moïse 90 70 98 17

**SECRETARIAT
PUBLICITE**

Célestine Bamazi

**TECHNICIEN
NUMERIQUE**

Stéphane GAWU

Mise en page

Franck Y. AHONGAN
Tél : 93 07 28 66

Imprimerie Sans Dieu, rien